

COMPTE-RENDU DE LA DOUZIÈME SESSION DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS: 1^{ER}-5 MAI 2017

La douzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) s'est tenue du 1^{er} au 5 mai 2017 au Siège des Nations Unies à New York. Plus de 300 participants venus des États membres, d'organisations internationales, du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et des Grands groupes se sont réunis pour aborder: la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), notamment par la tenue d'une série de tables rondes sur les objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le développement durable en 2017; les moyens de mise en œuvre pour la gestion durable des forêts; le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports; et les nouveaux problèmes et défis. Des discussions informelles relatives à une résolution générale se sont déroulées du mercredi au vendredi, et ont abouti à l'adoption de la résolution vendredi matin.

La plupart des discussions se sont caractérisées par un engagement constructif tout au long de la semaine, et de nombreux participants ont souligné la nature transversale des forêts et le rôle que le nouveau format des sessions du FNUF est susceptible de jouer pour asseoir l'importance des forêts et assurer leur prise en considération dans tout le système des Nations Unies.

BREF HISTORIQUE DU FNUF

Le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) a été créé en 2000, au terme d'une période de cinq ans de dialogue sur les politiques forestières conduit dans le cadre du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) et du Forum intergouvernemental sur les forêts (IFF). En octobre 2000, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), devait, dans sa résolution 2000/35, établir l'arrangement international sur les forêts (AIF), qui comprend le FNUF en tant qu'organe subsidiaire de l'ECOSOC avec pour principal objectif de promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts.

Les principales fonctions du FNUF consistent à: faciliter la mise en œuvre des accords relatifs aux forêts et favoriser une conception commune de la gestion durable des forêts (GDF); faciliter l'élaboration constante de politiques et la continuité du dialogue entre les États membres, les organisations internationales

et les Grands groupes; traiter des questions forestières et autres sujets de préoccupation émergents de manière holistique, exhaustive et intégrée; améliorer la coopération et la coordination des politiques et des programmes relatifs aux forêts; promouvoir la coopération internationale et assurer le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les progrès accomplis; et renforcer l'engagement politique en faveur des objectifs de l'AIF.

SESSION D'ORGANISATION: La session d'organisation du FNUF a eu lieu du 12 au 16 février 2001, au Siège des Nations Unies à New York. Les délégués ont décidé que le Secrétariat du FNUF serait situé à New York, et ont accompli des progrès sur la création du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), qui regroupe 14 entités internationales majeures parmi les organisations, institutions et secrétariats de conventions compétents en matière de forêts.

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|----|
| Bref historique du FNUF | 1 |
| Compte-rendu de la FNUF 12 | 3 |
| Mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) | 3 |
| Suivi, évaluation et rapports | 6 |
| Moyens de mise en œuvre | 7 |
| Renforcement de la coopération, de la coordination et de la participation au titre des questions relatives aux forêts | 7 |
| Nouveaux problèmes et défis | 8 |
| Fonds d'affectation spéciale du forum | 8 |
| Date, lieu et ordre du jour provisoire de la FNUF 13 .. | 8 |
| Session de clôture | 8 |
| Résolution générale | 8 |
| Compte-rendu de la FNUF 13 | 9 |
| Brève analyse de la FNUF 12 | 9 |
| Réunions à venir | 11 |
| Glossaire | 12 |

FNUF 1: La première session du FNUF (11-23 juin 2001, New York) a examiné et adopté des décisions portant sur le programme de travail pluriannuel du FNUF, sur l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF, et sur la collaboration du FNUF avec le PCF. Les délégués ont également recommandé la mise en place de trois groupes spéciaux d'experts (GSE) chargés de fournir au FNUF des avis techniques concernant: les approches à adopter et les mécanismes à mettre en place pour le suivi, l'évaluation et les rapports (SER); le financement et le transfert des technologies écologiquement rationnelles (TER); et les paramètres d'un mandat en vue de l'élaboration d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts.

FNUF 2: La deuxième session du FNUF (4-15 mars 2002, New York) a adopté, entre autres, des décisions portant sur l'évaluation de l'efficacité de l'AIF et le développement constant des politiques. La FNUF 2 est convenue que les critères spécifiques liés à la mise en œuvre des propositions d'action permettent de déterminer dans quelle mesure: les pays, le PCF et d'autres acteurs auront avancé dans la mise en œuvre des propositions d'action; les pays auront élaboré et commencé à mettre en œuvre des programmes forestiers nationaux ou des processus équivalents; l'AIF aura facilité et encouragé la mise en œuvre par les pays, en se concentrant sur les moyens de mise en œuvre (MMÈ); et les pays auront progressé dans l'évaluation des propositions d'action en vue de déterminer leur pertinence du point de vue des contextes nationaux.

FNUF 3: La FNUF 3 (26 mai - 6 juin 2003, Genève) a adopté six résolutions portant sur: l'amélioration de la coopération et de la coordination des politiques et programmes; la santé et la productivité des forêts; les aspects économiques des forêts; le maintien du couvert forestier pour répondre aux besoins présents et futurs; le Fonds d'affectation spéciale du FNUF; et le renforcement du Secrétariat.

FNUF 4: La FNUF 4 (3-14 mai 2004, Genève) a adopté cinq résolutions portant sur: l'examen de l'efficacité de l'AIF; les connaissances scientifiques ayant trait aux forêts; les aspects sociaux et culturels des forêts; les SER, et les critères et indicateurs; et le financement et le transfert des TER. Au sujet de l'examen de l'AIF, les délégués sont convenus de demander aux États membres de soumettre un questionnaire volontaire sur la base des critères spécifiques convenus à la FNUF 2. La FNUF 4 a tenté, sans succès, de parvenir à un accord sur des résolutions concernant les savoirs traditionnels liés aux forêts, la coopération renforcée, et la coordination des politiques et programmes.

FNUF 5: La FNUF 5 (16-27 mai 2005, New York) n'est pas parvenue à un accord sur le renforcement de l'AIF et n'a produit ni déclaration ministérielle ni résultat négocié. Cependant, les délégués se sont entendus, par référendum, sur quatre objectifs d'ensemble, à savoir: accroître considérablement la surface des forêts protégées et des forêts sous gestion durable dans le monde; inverser le déclin de l'aide publique au développement (APD) destinée à la GDF; stopper l'érosion du couvert forestier; et renforcer les avantages économiques, sociaux et environnementaux dérivés des forêts. Ils se sont également entendus sur le principe d'une négociation, à une date ultérieure, des termes de référence d'un code volontaire ou d'un accord international concernant les forêts, ainsi que des MMÈ.

FNUF 6: La FNUF 6 (13-24 février 2006, New York) a produit un texte de négociation contenant un nouveau libellé sur la fonction de l'AIF, un engagement à réunir le FNUF

tous les deux ans à compter de 2007, et une demande à la FNUF 7 pour qu'elle adopte un instrument juridiquement non contraignant (IJNC) concernant tous les types de forêts. La FNUF 6 a également établi quatre objectifs forestiers mondiaux pour que l'AIF: mette fin à l'érosion du couvert forestier dans le monde grâce à la GDF, y compris la protection, la restauration, le boisement et le reboisement; renforce les avantages économiques, sociaux et environnementaux dérivés des forêts, et la contribution des forêts à la concrétisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale; augmente considérablement la superficie des forêts protégées dans le monde et celle des forêts gérées durablement; et inverse le déclin de l'APD destinée à la GDF, et mobilise davantage de ressources financières nouvelles et supplémentaires de toutes provenances, pour la mise en œuvre de la GDF.

FNUF 7: La FNUF 7 (16-27 avril 2007, New York) a adopté l'IJNC et un programme de travail pluriannuel pour la période 2007-2015. Les délégués sont convenus qu'« un mécanisme financier mondial volontaire/une approche par portefeuille/un cadre de financement des forêts pour tous les types de forêts » serait élaboré et examiné, en vue de son adoption à la FNUF 8.

FNUF 8: La FNUF 8 (20 avril - 1^{er} mai 2009, New York) a traité: des forêts dans un contexte en évolution, y compris la question des liens entre forêts et changements climatiques; de la lutte contre la perte du couvert forestier et la dégradation forestière, et du renforcement de la conservation des forêts et de la biodiversité; et des MMÈ de la GDF. Les délégués ont adopté une résolution concernant les forêts dans un contexte en évolution, le renforcement de la coopération et la coordination des politiques et programmes intersectoriels, et les contributions régionales et infrarégionales. Les délégués ne sont pas parvenus à un accord sur une décision relative au financement de la GDF, et ont décidé de transmettre le texte de négociation entre crochets à la prochaine session du Forum.

FNUF 9: La FNUF 9 (24 janvier - 4 février 2011, New York) a lancé l'édition 2011 de l'Année internationale des forêts. Le Forum a adopté par acclamation une résolution concernant les forêts au service des populations, des moyens de subsistance et de l'élimination de la pauvreté, qui, entre autres: prévoyait les procédures pour l'évaluation des progrès; encourageait une coopération régionale et infrarégionale accrue; appelait à une meilleure coopération, y compris avec les Grands groupes; et établit les MMÈ pour la GDF, notamment le processus du GSE sur la mobilisation de fonds en faveur des forêts.

FNUF 10: La FNUF 10 (8-19 avril 2013, Istanbul, Turquie) a adopté, entre autres, une « résolution sur les thèmes émergents, les MMÈ et le Fonds d'affectation spéciale du FNUF », qui prévoyait un examen de l'efficacité de l'AIF en 2015, et établissait un GSE intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner la performance et l'efficacité de l'AIF. La résolution énonçait également les éléments à inclure dans l'évaluation, à savoir: la présentation de rapports par les pays, le PCF, ses membres et d'autres organisations et parties prenantes concernées; une évaluation indépendante de l'AIF; et un GSE sur l'évaluation de l'AIF.

FNUF 11: La FNUF 11 (4-15 mai 2015, New York) a transmis à l'ECOSOC une résolution recommandant, entre autres: de renommer l'IJNC « instrument des Nations Unies sur les forêts »; de renforcer et de prolonger l'AIF jusqu'en 2030; de décider que l'AIF est composé du FNUF et de ses États

membres, du Secrétariat du Forum, du PCF, du Réseau mondial de facilitation du financement forestier (RMFFF) et du Fonds d'affectation spéciale du FNUF; de décider d'établir des priorités claires pour le RMFFF dans un plan stratégique 2017-2030 des Nations Unies sur les forêts (PSNUF); et de convoquer un GSE intergouvernemental à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions en vue du remplacement, dans l'instrument des Nations Unies sur les forêts, des références aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) par des références appropriées aux cibles et objectifs de développement durable (ODD), au PSNUF et au programme de travail quadriennal (PT4) pour la période 2017-2020.

L'ECOSOC a approuvé les recommandations de la FNUF 11 le 22 juillet 2015 dans sa résolution 2015/33, et l'Assemblée générale des Nations Unies a donné effets aux changements recommandés par le Conseil le 22 décembre 2015, dans sa résolution 70/199.

SESSION SPÉCIALE DE LA FNUF 12: Lors d'une session spéciale de la FNUF 12 (20 janvier 2017, New York), les délégués ont approuvé le PSNUF et le PT4. Le PSNUF a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 avril 2017.

COMPTE-RENDU DE LA FNUF 12

Dans la matinée du lundi 1^{er} mai, le Président de la FNUF 12 Peter Besseau (Canada) a ouvert la réunion. Il a expliqué que la Vice-Présidente Clarissa Souza Della Nina (Brésil) n'était pas en mesure d'assister à la FNUF 12, et les membres ont nommé Tomas Krejzar (République tchèque) en tant que Rapporteur.

Les délégués ont adopté l'ordre du jour provisoire (E/CN.18/2017/1) et le Président Besseau a souligné que la mise en œuvre des six objectifs forestiers mondiaux fixés par le PSNUF et des 26 cibles associées demande une action ambitieuse et délibérée à l'échelle du système des Nations Unies. Il a invité les participants à fournir des orientations et commentaires constructifs concernant le nouveau format et modèle des sessions du Forum.

Peter Thomson, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), a souligné que la santé des forêts est fondamentale pour assurer la place de l'humanité sur la planète. Il a estimé qu'à défaut de reconnaître l'importance de la gestion durable des forêts, les efforts de la communauté internationale concernant le Programme 2030 vont aboutir à un échec.

Marie Chatardova, Vice-Présidente de l'ECOSOC, a félicité le FNUF pour être resté le fer de lance du dialogue sur les forêts, notamment à travers la relation de soutien mutuel qu'il entretient avec l'ECOSOC.

Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a noté, concernant la reconnaissance de l'importance des forêts du point de vue de la réduction des changements climatiques et des opportunités en matière de moyens de subsistance, que le PSNUF constitue une feuille de route pour la mise en œuvre des ODD, de l'Accord de Paris et d'autres accords internationaux.

Le Directeur du FNUF Manoel Sobral Filho a réitéré que les forêts sont une ressource vitale pour les êtres humains et que leur utilisation et exploitation constitue le fondement d'économies dans le monde entier. Le PSNUF, a-t-il ajouté, offrira un cadre propice et approprié pour le partage équitable et durable des forêts, ainsi qu'une voie pour sortir de la pauvreté.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS (2017-2030)

Ce point a été abordé de lundi à jeudi. Une résolution générale, comprenant des éléments relatifs à la mise en œuvre du PSNUF, a été adoptée vendredi (voir page 8).

Le Directeur du FNUF Sobral a présenté ce point de l'ordre du jour (E/CN.18/2017/2), en soulignant que les priorités thématiques et opérationnelles du PSNUF pour la période 2017-2018 tiennent compte de la révision des ODD actuellement menée par le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). Il a ajouté que des tables rondes seront organisées afin de faciliter les discussions techniques sur les forêts en relation avec ces ODD, et a annoncé que le Secrétariat du FNUF va élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation pour le PSNUF.

Le Président de la FNUF 12 Besseau a ouvert la discussion générale. De nombreux États membres ont salué l'adoption du PSNUF et du PT4 par l'AGNU, et ont exposé les mesures prises au niveau national pour contribuer à la mise en œuvre du PSNUF et des ODD. L'Équateur, au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G-77/Chine), a instamment demandé un engagement plus fort pour atteindre les objectifs et cibles du PSNUF. Le délégué a appelé à y consacrer davantage de financements et a déclaré que les MMCE devraient comprendre le transfert de technologies.

La Thaïlande a vivement souhaité que la priorité soit donnée à la conservation des écosystèmes forestiers, y compris en encourageant la participation des communautés locales. Le Pérou a estimé qu'il est nécessaire d'assurer de meilleurs moyens de subsistance aux communautés qui dépendent des forêts à travers la pratique de la GDF. Israël a exhorté à la coopération pour atteindre les objectifs forestiers mondiaux. L'Iran a estimé que le PSNUF est un cadre global pour agir à tous les niveaux et a exhorté à une mise en œuvre plus intégrée et synergétique des ODD. L'Indonésie a souligné l'importance: du renforcement des capacités et du transfert de technologies; de la réduction de la charge relative à l'établissement de rapports; et de l'amélioration de la cohérence et de la coordination entre les institutions compétentes sur les forêts.

Le Canada a noté le besoin de « sortir de nos zones de confort » en discutant avec d'autres secteurs d'utilisation des terres et en engageant le secteur privé. La Malaisie a souligné le besoin pour le FNUF de prêter assistance à la mise en œuvre de la GDF au niveau national. La Roumanie a souligné l'opportunité qu'offre le PSNUF d'améliorer la coordination entre les pays.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a exhorté le FNUF à continuer de mobiliser les ressources financières requises pour atteindre les objectifs et les cibles du PSNUF et des ODD. La Nouvelle-Zélande a estimé que le PSNUF offre une occasion de galvaniser les ambitions pour atteindre la GDF. Le Maroc a exhorté le FNUF à prendre en compte les plans d'action nationaux dans la mise en œuvre du PSNUF, de façon à s'assurer que les pays sont en mesure d'atteindre simultanément les ODD et les objectifs forestiers mondiaux. La Colombie a souligné le besoin de coopération et d'accès à un financement qui tienne compte des réalités de chaque pays.

L'Australie a encouragé l'établissement de rapports de qualité et l'inclusion de programmes à forte valeur ajoutée tout en évitant les éventuelles duplications. Le Chili a noté que les six objectifs forestiers mondiaux fixés par le PSNUF offrent à chaque pays l'opportunité d'aborder la GDF selon son contexte national, et a appelé à des engagements politiques et financiers à tous les niveaux.

La Chine a encouragé la mobilisation de fonds, en reconnaissant le rôle des forêts dans la réalisation des ODD, et l'amélioration des SER. Le Viet Nam a appelé le RMFFF à mobiliser de nouvelles opportunités de financement et à

améliorer le soutien aux pays en développement pour l'accès aux financements climatiques en lien avec les forêts. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a instamment demandé des engagements à soutenir les pays en développement concernant la GDF et a fait rapport sur les mesures adoptées pour lutter contre l'abattage illégal à travers le transfert de technologies et le renforcement de la mise en application de la loi.

L'Union européenne (UE) a estimé que les SER sont essentiels pour démontrer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du PSNUF, en notant le besoin d'éviter toute duplication ainsi que la multiplication des fardeaux en matière de rapports. Le Nigeria, au nom du Groupe africain, a exprimé son appréciation en ce qui concerne: le rôle et les fonctions du RMFFF; et le PSNUF en tant que feuille de route utile pour incorporer les forêts dans la comptabilité, la planification et l'établissement de priorités au niveau national.

Le Sénégal a proposé d'élaborer un programme spécial pour les écosystèmes forestiers fragiles, comme les mangroves, et a souhaité que les fonds actuellement utilisés pour lutter contre le trafic de produits forestiers soient à l'avenir plutôt dédiés à promouvoir la conservation de la biodiversité forestière. Le Niger a souligné l'importance d'un financement et d'un renforcement des capacités au niveau global pour entreprendre la GDF. L'Afrique du Sud a exhorté le FNUF à tenir compte des contextes nationaux et à permettre aux pays de déterminer leur propre niveau de participation. Le Népal a appelé le FNUF à mettre en commun les ressources et à renforcer les capacités en faveur des populations locales. Les Fidji ont noté le rôle important que jouent les écosystèmes forestiers dans la subsistance des petits États insulaires en développement, et ont appelé à accroître le financement, notamment pour intensifier la conservation des mangroves.

La Chine, au nom du Processus de Montréal sur les critères et indicateurs pour la conservation et la gestion durable des forêts tempérées et boréales, a fait rapport sur la 26^e réunion du groupe de travail tenue à Yanji, en Chine, en août 2016. Le délégué a signalé que la Déclaration de Yanji a réitéré l'engagement du Processus de Montréal visant, entre autres, à: améliorer l'utilisation de ses critères et indicateurs au service de la GDF; s'engager activement dans les initiatives mondiales relatives aux forêts; et collaborer avec d'autres organisations pour la GDF.

Le Ghana a énoncé les progrès accomplis au niveau national, notamment: une nouvelle politique sur les forêts et la vie sauvage qui promeut la GDF; un plan d'action pour le développement durable des forêts; une stratégie REDD+; et le lancement d'une stratégie nationale de plantation d'arbres. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) a mis en exergue la contribution de Forest Europe concernant le renforcement de la gouvernance forestière. La déléguée a déclaré que la CENUE et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) travaillent de concert pour générer une meilleure compréhension de l'état des forêts d'Europe, y compris à travers la production d'un Rapport sur la situation des forêts d'Europe. Le Grand groupe des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers a estimé qu'il est indispensable de prendre en considération et d'inclure les petits propriétaires forestiers pour une mise en œuvre réussie du PSNUF. Le délégué a signalé l'importance du commerce équitable dans la sauvegarde des droits des petits propriétaires forestiers.

DISCUSSIONS TECHNIQUES ET ÉCHANGES DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE SUR LES DOMAINES THÉMATIQUES ET OPÉRATIONNELS PRIORITAIRES, LES ACTIONS PRIORITAIRES ET LES RESSOURCES

NÉCESSAIRES POUR LA PÉRIODE 2017-2018: Table ronde sur la contribution des forêts à la réalisation de l'ODD 1: Mardi matin, Wu Zhimin, Vice-Président de la FNUF 12, a présenté la table ronde. Charles Barber, de l'Institut des ressources mondiales (WRI), a modéré la discussion, qui a abordé la contribution des forêts à la réalisation de l'ODD 1 (élimination de la pauvreté).

L'intervenante principale Uma Lele, chercheuse indépendante, a évoqué le rôle du secteur forestier dans le développement de voies permettant de sortir de la pauvreté, et a noté que l'utilisation des biens et services forestiers permettant d'atténuer la pauvreté peuvent être entravés par la distance entre les marchés et les forêts ainsi que l'insuffisance des droits des communautés dépendantes des forêts.

Gerhard Dieterle, Directeur exécutif de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), a signalé cinq voies de sortie de la pauvreté: la productivité, les droits, l'investissement, les marchés et les écosystèmes.

Godwin Kowero, du Forum forestier africain (AFF), a évoqué des recherches qui démontrent la façon dont les forêts peuvent contribuer en matière de santé, de qualité de l'eau, d'alimentation, d'abri, d'emploi et d'énergie. Il a noté un besoin de renforcer les politiques relatives aux liens entre les activités terrestres et l'éradication de la pauvreté.

Frances Seymour, du Center for Global Development, a indiqué: que transformer les forêts en sources fiables de revenus conséquents s'est avéré difficile; que la perte de services et de produits forestiers représente des « voies très réelles d'entrée en situation de pauvreté »; et que la déforestation et les changements climatiques constituent un cercle vicieux et un système de rétro-alimentation nocive, qui exacerbent la pauvreté.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont partagé des initiatives et des expériences nationales. Ils ont par ailleurs souligné: le rôle des partenariats public-privé; le renforcement des petites et moyennes entreprises; le besoin de résoudre les inégalités et d'assurer un accès à des ressources suffisantes; le transfert de technologies; et l'importance de la coopération Sud-Sud.

Un compte-rendu détaillé de cette table ronde est disponible (en anglais) à l'adresse suivante: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13205e.html>

Table ronde sur la contribution des forêts à la réalisation de l'ODD 5: Jeudi après-midi, cette table ronde sur la contribution des forêts à la réalisation de l'ODD 5 (égalité entre les sexes) a été présidée par le Vice-Président du FNUF Baudelaire Ndong Ella (Gabon) et modérée par Seemin Qayum, de l'ONU Femmes.

Isilda Nhantumbo, de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), a fait une présentation par vidéoconférence sur l'autonomisation des femmes et des filles dans le secteur forestier, en signalant que pour réduire les inégalités dans le secteur forestier, il est nécessaire de développer les capacités entrepreneuriales des femmes.

La modératrice de la table ronde Qayum a reconnu que, si quelques avancées ont eu lieu en matière d'égalité de genre, les femmes sont toujours désavantagées par l'insécurité des droits fonciers et l'accès limité aux ressources forestières, à la prise de décisions et au crédit.

Marilyn Headley, du Département des forêts de la Jamaïque, a évoqué une étude de cas sur l'équilibre de genre dans le Département des forêts de la Jamaïque, qui est passé d'aucun membre féminin du personnel professionnel au début des années 1990 à 40% en 2017.

Cécile Ndjebet, Présidente du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF), a souligné le rôle important que jouent les femmes en ce qui concerne les forêts, et a déclaré que leur engagement dans ce secteur est essentiel à la lutte contre les changements climatiques et à la réalisation de la GDF.

Latha Swamy, de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), a décrit les travaux effectués par l'organisation en matière de sensibilisation, de renforcement des capacités et de développement et partage des connaissances.

Dans la discussion qui a suivi, plusieurs États membres ont détaillé les initiatives nationales visant à augmenter la participation des femmes dans le secteur forestier. Ils ont également souligné que l'égalité de genre est cruciale pour: une augmentation effective de l'APD; s'assurer que les femmes jeunes et diplômées sont précisément informées au sujet des carrières dans le secteur forestier; et reconnaître les connaissances hautement spécialisées des femmes autochtones au sujet des diverses utilisations des arbres et des produits forestiers.

Un compte-rendu détaillé de cette table ronde est disponible (en anglais) à l'adresse suivante: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13205e.html>

Table ronde sur la contribution des forêts à la réalisation de l'ODD 2: Mercredi matin, Tomas Krejzar, Vice-Président de la FNUF 12, a présenté la table ronde sur la contribution des forêts à la réalisation de l'ODD 2 (sécurité alimentaire). Paola Deda, de la CENUE, a modéré le débat.

L'intervenant principal Bhaskar Vira, de l'Université de Cambridge, a décrit les travaux du Groupe international spécial d'experts forestiers sur les forêts et la sécurité alimentaire de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), en indiquant qu'il est de plus en plus démontré que les stratégies agricoles conventionnelles peuvent générer chez les groupes les plus vulnérables des régimes alimentaires déséquilibrés, dépourvus de diversité nutritionnelle, et une vulnérabilité accrue à la volatilité des prix des denrées alimentaires, entre autres désavantages.

Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, a souligné que l'alimentation et l'agriculture sont au cœur des ODD. Elle a souligné qu'une planification intégrée de l'utilisation des terres est la clé pour équilibrer la multiplicité d'utilisation des sols dans le but de promouvoir à la fois des forêts durables et l'agriculture.

John Parrotta, de l'IUFRO, a signalé les liens traditionnels entre agriculture et forêts, et a décrit des pratiques de gestion forestière qui améliorent la valeur nutritionnelle et économique des aliments.

Bronwen Powell, de l'Université de l'État de Pennsylvanie, États-Unis, a instamment invité à cesser de percevoir la conservation forestière comme une contrepartie de l'agriculture, pour commencer à comprendre que les forêts sont importantes du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont souligné les liens entre les forêts, la sécurité alimentaire et le genre. Ils ont également: demandé à la FAO d'analyser plus en détail le concept de souveraineté alimentaire; mis en exergue la contribution des industries durables et rationnelles d'exploitation du bois en matière d'emploi et de moyens de subsistance; souligné le besoin d'assurer une utilisation durable des forêts; et estimé que les conflits liés aux ressources entravent la sécurité alimentaire dans de nombreux pays d'Afrique.

Un compte-rendu détaillé de cette table ronde est disponible (en anglais) à l'adresse suivante: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13206e.html>

CONTRIBUTIONS, À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES, À LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS ET CIBLES FORESTIERS MONDIAUX: Eva Müller, de la FAO, au nom de Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO et Présidente du PCF, a présenté le document de politique générale du PCF, en indiquant qu'il contient des éléments pour le renforcement du PCF.

Le plan de travail du PCF, a-t-elle signalé, est aligné sur le PSNUF et le PT4. Elle a décrit son contenu, notamment: des activités contribuant aux sessions du FNUF; et des initiatives conjointes pertinentes pour la réalisation des objectifs forestiers mondiaux et de leurs cibles, des ODD et des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique.

Le Président de la FNUF 12 Besseau a demandé des commentaires sur le document de politique générale et le plan de travail du PCF. La Suisse a félicité le PCF d'être aussi actif, a demandé l'accès au document de politique générale et au plan de travail, et a suggéré la mise à jour de la page internet du PCF pour renforcer la transparence. Müller a clarifié que les documents devraient tous deux être accessibles sur le site internet du FNUF. Le Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) a signalé son souhait de devenir membre du PCF.

Table ronde sur les contributions des membres du PCF, des partenaires des Nations Unies et des parties prenantes à la mise en œuvre du PSNUF: Cette table ronde, qui s'est réunie lundi, était modérée par Hosny El-Lakany, de l'Université de Colombie-Britannique, Canada. Eva Müller, de la FAO, a indiqué que le travail des membres du PCF vise à contribuer aux objectifs du PSNUF ainsi qu'aux ODD, à l'accord de Paris, aux objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et au Programme d'action d'Addis-Abeba.

Carole Saint-Laurent, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a souligné le rôle de l'UICN en matière de soutien technique, de renforcement des capacités et d'optimisation des synergies entre les objectifs forestiers mondiaux et les nombreux efforts nationaux déployés partout dans le monde.

Milena Sosa-Schmidt, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES), a déclaré que la contribution de la CITES aux ODD a un impact direct sur les objectifs forestiers mondiaux, par exemple en réduisant la perte de biodiversité.

Xia Jun, du Réseau de la région Asie-Pacifique pour la gestion durable et la remise en état des forêts (APFNet), a souligné le rôle des organisations régionales pour bâtir des synergies, éviter des actions chevauchantes et se centrer sur les besoins infrarégionaux.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont abordé: la multiplication des partenariats avec les organisations régionales, les organisations intergouvernementales et le PCF; le rôle du PCF dans la mise en œuvre du PSNUF; et l'utilisation de l'expertise scientifique pour une mise en œuvre effective du PSNUF.

Un compte-rendu détaillé de cette table ronde est disponible (en anglais) à l'adresse suivante: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13204e.html>

PRÉPARATION DES CONTRIBUTIONS EN VUE DU FPHN 2018: Le Président de la FNUF 12 Peter Besseau a présenté jeudi ce point de l'ordre du jour. Thomas Gass, Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales (DAES), a mis en exergue le thème du FPHN 2018, « La transformation pour des sociétés durables et résilientes », en signalant que l'ensemble d'ODD soumis à examen est

directement lié aux forêts. Il a souligné que le Forum peut aussi contribuer à l'amélioration des informations relatives au lien entre les forêts et les autres objectifs.

Le Président de la FNUF 12 Besseau a invité l'auditoire à formuler des commentaires. L'Iran et la Suisse ont demandé des éclaircissements concernant le mécanisme de rétro-alimentation du FPHN au FNUF concernant les contributions transmises. Le Bhoutan et la Suisse ont indiqué qu'ils conduisent actuellement leurs examens volontaires au niveau national de la mise en œuvre du Programme 2030, qui présenteront les progrès accomplis dans le secteur forestier.

L'UE a indiqué que le Groupe international d'experts forestiers sur les forêts et l'eau constitue une voie idéale pour les contributions du Forum au FPHN, car il établit la connexion entre l'ODD 6 (eau propre et assainissement) et l'ODD 15 (vie terrestre). La déléguée a par ailleurs recommandé que la conférence prévue par le PCF pour 2018 sur les mesures pour atteindre la cible 15.2 des ODD (Promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial) et la cible 1.1 du PSNUF (Accroître la superficie forestière de 3 % à l'échelle mondiale), comprenne l'objectif forestier mondial 3 (Augmenter sensiblement, à l'échelle mondiale la superficie des forêts protégées et celle des forêts gérées de façon durable, ainsi que la proportion de produits forestiers issus de forêts gérées de façon durable).

L'Allemagne a estimé que la contribution du FNUF au FPHN devrait souligner que les forêts sont essentielles à la vie sur terre et mettre en exergue le besoin d'atténuer les pressions exercées par les pratiques non durables des autres secteurs. Le Groupe africain a appelé à davantage d'actions pour augmenter la résilience des communautés, y compris à travers des politiques et des dispositifs institutionnels. La Malaisie a exhorté la communauté internationale à donner priorité aux importations en provenance des pays dont les produits sont issus d'une foresterie durable, comme une façon de soutenir les pays en développement.

La Chine a émis des suggestions pour les contributions au FPHN, notamment: identifier les lacunes dans la mise en œuvre de la GDF; améliorer la coopération entre les membres du PCF; et encourager la participation des États membres. L'IUFRO a instamment prié de générer des occasions de partager le savoir technique au cours de la FNUF 13 et de la session 2018 du FPHN. La FAO a souligné que le FPHN constitue une occasion d'approfondir la compréhension des secteurs ayant un impact sur la foresterie. La Nouvelle-Zélande a indiqué que le FPHN peut exposer le rôle des forêts dans le développement durable.

En clôture, Gass a exhorté les États membres et les experts à rester engagés et à continuer de promouvoir le rôle de la foresterie dans le cadre du Programme 2030.

SUIVI, ÉVALUATION ET RAPPORTS

Ce point a été abordé mercredi après-midi. Les délégués ont adopté vendredi matin la résolution générale qui comporte une section consacrée aux SER.

Tomasz Juszczak, Vice-Président de la FNUF 12, a présenté ce point de l'ordre du jour (E/CN.18/2017/3). Le Directeur du FNUF Sobral a noté que, pour réduire la charge que constitue l'établissement de rapports, il conviendrait de prendre en compte les cycles de rapports de l'évaluation des ressources forestières (FRA) conduite par la FAO et des ODD.

Tomasz Juszczak, du Secrétariat du FNUF, a mis en exergue les caractéristiques du format des rapports du PSNUF, notamment un ensemble de sept questions pour chaque objectif forestier mondial et l'utilisation de réponses qualitatives.

Le Brésil a fait rapport sur la réunion du Groupe d'experts sur les rapports à l'intention du FNUF, qui s'est tenue à Brasilia en février 2017, en se faisant l'écho du besoin de réduire la charge que constitue l'établissement de rapports. Eva Müller, de la FAO, a fait rapport sur l'ensemble commun d'indicateurs mondiaux relatifs aux forêts, qui ont été proposés par une initiative menée par l'Organisation et organisée par le PCF en novembre 2016. Elle a signalé que ces indicateurs constituent un moyen prometteur de réduire la charge que constitue l'établissement de rapports.

Au cours de la discussion qui a suivi, plusieurs délégués ont appelé à maximiser l'utilisation des mécanismes de rapport existants, y compris la FRA de la FAO, et à prendre appui sur les critères et indicateurs existants. Le Canada, l'UE, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont indiqué qu'il est nécessaire de clarifier l'objectif des rapports et les résultats escomptés. Le Mexique a estimé que l'établissement de rapports doit conduire à des produits susceptibles d'influer sur la gestion forestière aux niveaux national et local. Le Canada a instamment invité à examiner la valeur ajoutée des rapports du FNUF avant de se plonger dans les spécificités des SER.

Concernant les cycles d'établissement de rapports, les États-Unis, rejoints par l'Ukraine, ont soutenu un cycle de cinq ans. Le Japon et l'Ukraine ont déclaré que l'établissement de rapports devrait être souple.

La Suisse a salué l'ensemble commun d'indicateurs mondiaux et a soutenu l'inclusion de données plus socio-économiques dans les rapports. L'Indonésie a proposé que le format des contributions volontaires nationales soit aligné avec celui des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La Colombie a estimé qu'il est nécessaire de garantir que la collecte de données implique les organismes chargés des forêts qui collectent déjà officiellement des données au niveau national.

L'Australie a souligné que le PSNUF offre l'opportunité de faire le récit des forêts, qui est des moins connus au sein des Nations Unies et au-delà, en estimant que les données devraient venir alimenter ce récit. La Norvège a noté que les rapports des contributions volontaires nationales devraient être adaptés pour améliorer la cohérence, et a soutenu la suggestion de la Suisse concernant le test de la faisabilité et de l'adéquation des procédures proposées en matière de SER.

L'Allemagne a déclaré que les indicateurs pourraient aider à forger une compréhension commune de la GDF. Le Grand groupe de agriculteurs et des petits propriétaires forestiers a suggéré que l'engagement des communautés rurales pourrait aider à les motiver pour atteindre ces cibles. Le Grand groupe des enfants et des jeunes a souligné le besoin d'établir des rapports stratégiques et de communiquer les résultats au public, notamment à travers les médias conventionnels.

En clôture, le Directeur du FNUF Sobral a souligné que le Secrétariat du FNUF a reçu une grande quantité de données qui sont à ce jour sous-utilisées. Il a par ailleurs exhorté les délégués à garder en tête que le cycle d'examen des ODD est de quatre ans, en évoquant les mérites d'un alignement des efforts en matière de SER sur ce processus. Müller a encouragé les délégués à participer à la prochaine consultation en ligne concernant l'ensemble commun d'indicateurs mondiaux, et a estimé que « l'ensemble

commun d'indicateurs ne sera utile que si ceux-ci sont effectivement utilisés », à la fois par ce Forum et par d'autres forums pertinents.

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

Une table ronde sur ce point s'est déroulée jeudi après-midi. Les délégués ont adopté vendredi matin la résolution générale, qui comporte une section sur les MME.

Le Directeur du FNUF Sobral a présenté ce point de l'ordre du jour (E/CN.18/2017/4), et Gustavo Fonseca, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a modéré la table ronde qui a suivi.

Penny Davies, de la Fondation Ford, a décrit les travaux de l'Alliance sur le climat et l'utilisation des terres, qui fournit des financements « maniables et souples » provenant de fonds philanthropiques privés. Elle a indiqué que la Fondation Ford cherche à financer des gouvernements qui, entre autres: établissent des régimes fonciers clairs; « dénoncent et blâment » la gestion illégale des forêts; et soutiennent la GDF au niveau infranational.

Werner Kornexl, de la Banque mondiale, a mis en lumière plusieurs réalités et barrières en matière de financement forestier, en soulignant que les ministères des finances doivent être en mesure de démontrer l'impact des forêts en termes monétaires.

Ivan Tomaselli, de STCP Engineering Project Ltd., a évoqué l'investissement du secteur privé, en annonçant que la GDF nécessite 150 milliards USD par an, et en soutenant que ce budget devrait être soutenu par l'expertise et la technologie de façon à assurer la compétitivité de la production de marchandises forestières.

Le modérateur Fonseca a expliqué que le cycle de la sixième reconstitution du FEM (FEM-6) a destiné 89% du financement total à des programmes d'incitation à la GDF. Il a signalé que la FEM-7 supposera un plus haut degré de coopération avec les organisations du PCF et le RMFFF.

Dans la discussion qui a suivi, les participants: ont appelé à rendre le RMFFF effectif, responsable et transparent; ont instamment demandé davantage de financements de la part du secteur privé; se sont interrogés au sujet de la proportion des fonds que le FEM va diriger à l'avenir vers le continent africain; ont demandé quelles sont les possibilités existantes permettant d'augmenter le financement privé dans les forêts tout en préservant les droits coutumiers; et ont instamment demandé au RMFFF de reconnaître plus pleinement l'importance du financement pour la recherche scientifique et l'innovation.

Un compte-rendu détaillé de cette table ronde est disponible (en anglais) à l'adresse suivante: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13207e.html>

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION, DE LA COORDINATION ET DE LA PARTICIPATION AU TITRE DES QUESTIONS RELATIVES AUX FORÊTS

Ce point a été abordé jeudi matin. Les délégués ont adopté vendredi matin la résolution générale, qui comporte une section sur le renforcement de la coopération, de la coordination et de la participation au titre des questions relatives aux forêts.

Le Président de la FNUF 12 Besseau a présenté ce point de l'ordre du jour (E/CN.18/2017/5). Le Directeur du FNUF Sobral a souligné les progrès accomplis sur la nouvelle stratégie de communication et de sensibilisation demandée par le PSNUF, dont une part conséquente est consacrée à la Journée mondiale des forêts.

Plusieurs délégués ont décrit les activités nationales dédiées à la célébration de la Journée mondiale des forêts en 2016 et 2017. La Colombie a évoqué son utilisation des réseaux sociaux pour diffuser l'idée que la protection des forêts fait partie de la citoyenneté et du devoir civique. L'Équateur a évoqué ses événements éducatifs sur deux journées ayant compté plus de 700 participants. Le Nigeria a signalé des manifestations mobilisant les communautés rurales, les industries du bois et les écoles locales. L'Ukraine a décrit la plantation annuelle d'arbres, le travail avec les écoles et l'engagement des médias de masse. Le Sri Lanka a mis en exergue le lancement de son plan d'action national et système de suivi dans le cadre de REDD+. Au sujet des manifestations à venir, le Chili a exhorté à mettre l'accent sur les écoliers. Le Grand groupe des enfants et des jeunes a demandé à être inclus dès les premières étapes de l'organisation de cette manifestation annuelle.

Le Japon a encouragé les États membres à utiliser des sites internet comme plateformes de publicité. La Chine a instamment plaidé pour des activités de sensibilisation au niveau national dans le cadre du PSNUF. La Malaisie a indiqué qu'elle va inclure les dirigeants politiques dans les célébrations à venir pour encourager les citoyens à préserver les forêts, et, rejointe par la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a exhorté le Secrétariat du FNUF à fournir du matériel promotionnel pour intensifier la prise de conscience. Le Ghana a évoqué ses célébrations sur cinq mois qui sont alignées sur la saison des pluies, et par conséquent la saison de plantation d'arbres, et qui coïncident avec la Journée mondiale de la diversité biologique et la Journée mondiale de l'environnement.

L'Australie a souligné le potentiel des réseaux sociaux pour dégager des récits positifs sur les forêts gérées de façon durable. Le Canada a suggéré d'inclure dans les activités intersessions l'utilisation d'outils et de plateformes en ligne. La Slovaquie a salué l'importance de Forest Europe en tant que point focal régional, et s'est réjoui de la collaboration plus étroite avec le FNUF.

L'Organisation de coopération économique (OCE) a mis en exergue la réunion d'experts sur l'amélioration de la participation régionale et infrarégionale aux travaux de l'AIF, qui s'est tenue en septembre 2016, organisée conjointement avec le Secrétariat du FNUF. La Suisse a soulevé des inquiétudes concernant certaines actions proposées par la réunion d'experts qui ne sont pas conformes au mandat du Forum.

L'UE a estimé qu'une stratégie de communication et de sensibilisation efficace dédiée à communiquer l'importance des forêts pour la réalisation des ODD est nécessaire.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique, au nom des Grands groupes, a exhorté le FNUF à inclure ceux-ci plus efficacement, en ajoutant que l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) peut générer des incitations pour intéresser de nouveau le secteur privé au FNUF.

Le Kenya a mis en exergue le rôle joué par le FNUF dans l'élaboration de ses nouvelles priorités et législations nationales concernant les forêts. La Coalition mondiale des forêts a suggéré que le FNUF développe un fichier d'experts issus des Grands groupes et facilite le tissage de réseaux sur les questions transversales. Le délégué a également exhorté le Secrétariat à organiser une initiative menée par les Grands groupes avant la FNUF 13, plutôt que des groupes consultatifs multipartites.

Le Maroc a mis en avant les résultats de la 5^e Semaine méditerranéenne des forêts qui s'est déroulée en mars 2017, avec un accent mis sur la restauration et la promotion d'une coopération multidimensionnelle entre les régions.

L’AFF a reconnu le besoin d’améliorer la participation des Grands groupes dans la GDF, et a appelé les membres du PCF à mieux coordonner leurs activités aux niveaux régional et infrarégional.

NOUVEAUX PROBLÈMES ET DÉFIS

Le Président de la FNUF 12 Peter Besseau a présenté ce point vendredi, en déclarant que le Forum peut décider d’inclure des problèmes et des défis nouveaux et urgents susceptibles d’avoir un impact sur les forêts. Aucun problème ni défi ayant été soulevé, le point a été clos.

FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE DU FORUM

Le Directeur du FNUF Manoel Sobral Filho a présenté ce point de l’ordre du jour (E/CN.18/2017/6) donnant un aperçu des dépenses engagées depuis 2015-2016 et des dépenses prévues pour 2017. Il a exprimé sa gratitude aux États membres qui ont versé des fonds et fourni un soutien en nature, et a encouragé chacun à continuer de soutenir le Forum dans les années à venir.

DATE, LIEU ET ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA FNUF 13

Le Président de la FNUF 12 Besseau a présenté ces points de l’ordre du jour (E/CN.18/2017/L.1 et L.2), qui ont été adoptés sans amendements.

Décision finale: Dans sa décision, le FNUF a adopté l’ordre du jour de la FNUF 13, qui comprend la mise en œuvre du PSNUF et des SER, et décide que la FNUF 13 se tiendra au Siège des Nations Unies à New York, du 7 au 11 mai 2018.

SESSION DE CLÔTURE

Tomas Krejzar, Rapporteur de la FNUF 12, a présenté le projet de compte-rendu de la session (E/CN.18/2017/L.3) à soumettre à l’ECOSOC. Celui-ci a été adopté sans amendements.

Le Directeur du FNUF Sobral a salué le Forum pour le succès de sa session 2017, et a remercié le Bureau pour son leadership, notamment le Président de la FNUF 12 Besseau.

Le Président de la FNUF 12 Besseau a félicité le Forum d’être parvenu à une position de visibilité et de pertinence. La Russie a demandé de laisser plus de temps aux États membres pour émettre leurs commentaires au sujet des documents du Forum.

Le Président de la FNUF 12 Besseau a clos la session à 13h01.

RÉSOLUTION GÉNÉRALE

Vendredi matin, le Président de la FNUF 12 Peter Besseau a présenté le projet de résolution générale, déjà révisé lors de consultations informelles dans la soirée de jeudi, en assurant les délégués qu’il n’a aucune implication en matière de programme et budget.

Concernant les MMCE, les délégués ont eu des points de vue différents sur le libellé invitant le Conseil du FEM à « envisager d’accroître le financement disponible pour la GDF et d’autres initiatives relatives aux forêts » dans le cadre de la FEM-7. Le Groupe africain a soutenu le texte invitant le FEM à envisager « d’accroître le financement disponible pour la GDF ». L’UE s’y est opposée, en estimant la formulation trop prescriptive, et a préféré l’expression « rendre davantage de fonds disponibles ». Les États-Unis, soutenus par la Suisse, ont suggéré d’ajouter « en consultation avec les donateurs ».

Le Président de la FNUF 12 Besseau a encouragé les délégués à résister aux négociations textuelles, en soulignant que les résolutions issues de sessions techniques sont d’une nature différente de celle des résolutions issues de sessions politiques. Il a ajourné la réunion pendant trente minutes pour permettre des discussions informelles.

À la reprise de la réunion, le Président a précisé que l’intention du paragraphe est de lancer une requête du FNUF au FEM et non de prescrire une action. Il a suggéré, et les délégués ont accepté, de retenir la proposition de l’UE visant à supprimer le terme « Conseil ».

Les États membres du FNUF ont également exprimé des points de vue divergents sur le paragraphe invitant les États membres à utiliser pleinement les instruments et mécanismes internationaux tels que le Programme 2030 et l’Accord de Paris pour mettre en œuvre la GDF et atteindre les objectifs forestiers mondiaux. L’UE, contrée par le Groupe africain, a préféré ne pas utiliser les mots « utiliser pleinement », et ne pas faire référence au Programme 2030 et à l’Accord de Paris. Le Président a proposé, et les délégués ont accepté, de supprimer ces mentions.

Concernant les contributions au FPHN, le Secrétariat du FNUF a émis une correction textuelle déclarant que le compte-rendu du Président sera présenté au FPHN 2017 par le Président et non par le Secrétariat du FNUF. La Fédération de Russie a suggéré d’inclure un libellé indiquant que les États membres examineront le compte-rendu du Président au FPHN 2017 avant qu’il ne soit présenté. Le Secrétaire du FNUF a proposé le libellé suivant: « prier le Président d’achever son rapport en consultation avec les membres du Bureau et le soutien du Secrétariat ». La Fédération de Russie a accepté cette formulation.

Les États-Unis ont demandé qu’un libellé soit inclus dans le compte-rendu du Président indiquant qu’ils conduisent actuellement un examen des accords internationaux.

Le FNUF a adopté le projet de résolution générale ainsi amendé.

Décision finale: La résolution générale de la FNUF 12 comprend quatre sections et une annexe.

Concernant le **suiti, l’évaluation et les rapports**, la FNUF 12:

- prie le Secrétariat du Forum de réviser plus avant le format des rapports volontaires nationaux concernant la mise en œuvre du PSNUF, sur la base, entre autres, des éventuels tests du projet de format actuel;
- prend note des travaux en cours conduits par le PCF pour développer un ensemble d’indicateurs mondiaux sur les forêts destiné à évaluer les progrès accomplis concernant, entre autres, les objectifs forestiers mondiaux et les ODD relatifs aux forêts, et invite le PCF à présenter sa proposition à la FNUF 13; et
- décide d’examiner à la FNUF 13 le cycle et le format pour les premiers rapports volontaires nationaux.

Concernant les **moyens de mise en œuvre**, la FNUF 12, entre autres:

- réaffirme que le cadre de mise en œuvre du PSNUF, y compris les MMCE et les contributions nationales volontaires, offre de nouvelles opportunités de renforcement de la GDF;
- accueille favorablement le financement de la FEM-6 mis à disposition pour les forêts, à travers la stratégie transversale en faveur de la GDF et des domaines d’intervention relatifs aux forêts;
- invite le FEM, en consultation avec les bailleurs de fonds, à mettre davantage de fonds à disposition de la GDF et d’autres initiatives relatives aux forêts dans le cadre de la FEM-7;
- réaffirme l’importance du rôle joué par le RMFFF dans l’élargissement de la GDF, en facilitant l’accès des pays aux ressources; et
- invite les membres du Forum et d’autres à présenter des contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale du Forum pour soutenir le RMFFF.

Concernant le **renforcement de la coopération, de la coordination et de la participation au titre des questions relatives aux forêts**, la FNUF 12:

- accueille favorablement les initiatives des États membres, du PCF et des Grands groupes qui contribuent à développer et à mettre en œuvre le PSNUF et le PT4;
- prend note des travaux du PCF pour aligner son plan de travail et encourage les Grands groupes à contribuer à la mise en œuvre du PSNUF et du PT4, y compris à l'établissement de rapports à l'intention de la FNUF 13;
- accueille avec satisfaction le nouveau document de politique générale du PCF visant à renforcer son mode de fonctionnement et à améliorer l'efficacité de son travail;
- invite le PCF à prendre en compte les contributions des membres du FNUF concernant le projet de plan de réunions pour septembre 2017, à présenter son plan de travail à la FNUF 13 et à envisager d'ouvrir la participation aux partenaires intergouvernementaux;
- encourage les membres du FNUF à annoncer et à communiquer leurs premières contributions nationales volontaires au Secrétariat du Forum;
- adopte les directives pour les initiatives des pays en soutien au Forum, tels qu'elles sont stipulées dans l'annexe de la résolution; et
- souligne l'importance de communiquer la contribution des forêts et du PSNUF au développement durable, y compris à travers la Journée mondiale des forêts.

Concernant **la contribution au Forum politique de haut niveau sur le développement durable**, le FNUF:

- souligne l'importance des discussions techniques du Forum sur la contribution des forêts à l'éradication de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'égalité de genre assortie d'une autonomisation des femmes et des filles;
- souligne la pertinence des discussions de la semaine vis-à-vis des ODD soumis à examen par le FPHN 2017, et prie le Président de transmettre les comptes rendus pertinents au FPHN;
- souligne l'importance du Forum pour éclairer le FPHN 2018 de ses contributions;
- prie le Secrétariat du Forum, avec le PCF, de préparer un rapport sur les mesures requises pour accélérer les progrès dans la réalisation de l'ODD 15 et des cibles liées aux forêts, ainsi qu'une étude contextuelle sur la contribution des forêts aux autres ODD, à l'intention de la FNUF 13;
- accueille avec satisfaction l'initiative du PCF visant à organiser une conférence internationale sur la façon de juguler la déforestation et d'augmenter la superficie des forêts, en tant que contribution à la FNUF 13 et au FPHN 2018;
- invite les parties prenantes à entreprendre des initiatives pour souligner l'importance des forêts du point de vue du Programme 2030 et à en présenter les résultats à la FNUF 13;
- invite toutes les parties prenantes à présenter, avant le 30 novembre 2017, des contributions à l'intention du Secrétariat du Forum concernant les contributions des forêts sur les questions examinées par le FPHN 2018; et
- décide que la FNUF 13 parachèvera les contributions de fonds à l'intention du FPHN 2018.

Concernant **la fin de mandat des dirigeants du FNUF**, le FNUF décide qu'à compter de la FNUF 14, le Forum élira ses dirigeants pour un mandat de deux ans, afin d'assurer une continuité entre les sessions politiques et techniques; et reconnaît que cette décision ne doit pas servir de précédent à d'autres commissions fonctionnelles de l'ECOSOC.

COMPTE-RENDU DE LA FNUF 13

Le Président de la FNUF 12 Besseau a ouvert la FNUF 13 vendredi après-midi pour élire les membres de son Bureau. Les délégués ont élu Muhammad Shahrul Ikram Yaakob (Malaisie) Président de la FNUF 13, et Macharia Kamau (Kenya), Tomas Krejzar (République tchèque), Luciana Melchert Saguas Presas (Brésil) et Maureen Whelan (Canada) Vice-Présidents. La FNUF 13 a ensuite été suspendue à 13h04.

BRÈVE ANALYSE DE LA FNUF 12

Dans le développement de la personnalité, il y a d'abord une déclaration d'indépendance, puis une reconnaissance d'interdépendance – Henry van Dyke

La douzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts s'est déroulée à peine quatre jours après que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le tout premier plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (PSNUF). Négociés et adoptés au cours d'une intense période de réunions intersessions qui aura duré deux ans, avec deux réunions du Groupe spécial d'experts (GSE) et une session spéciale et session du Groupe de travail du Forum en janvier 2017, le PSNUF et son Programme de travail quadriennal pour la période 2017-2020 ont constitué la base de discussion de la FNUF 12. La FNUF 12 a également été la première session à se tenir sous un nouveau format, approuvé à la FNUF 11, à savoir: des sessions annuelles du Forum, mais articulées sur des cycles thématiques de deux ans, la première année étant consacrée à des discussions sur la mise en œuvre et les orientations techniques, et la seconde axée sur le dialogue, l'élaboration et la prise de décision en matière de politiques.

La FNUF 12 s'est ainsi embarquée dans une semaine de discussions techniques et relatives à la mise en œuvre. Les délégués ont pris part à plusieurs tables rondes, avec un large éventail d'expertises pluridisciplinaires, et à des débats d'ordre général, principalement centrés sur la contribution des forêts aux ODD 1 (élimination de la pauvreté), 2 (sécurité alimentaire) et 5 (égalité entre les sexes). À la différence des sessions précédentes du FNUF, qui étaient des sessions de négociation à forte charge politique, celle-ci a été plus centrée sur des contributions techniques et l'avis d'experts sur les priorités en matière de mise en œuvre et les ressources nécessaires. L'un des principaux objectifs de ce nouveau format est de contribuer à forger l'image du Forum en tant qu'organe de coordination faisant autorité en matière de forêts, notamment par la fourniture d'expertise technique à d'autres forums des Nations Unies.

À partir des discussions de la FNUF 12, cette analyse évalue la façon dont le FNUF est en train de s'engager dans la mise en œuvre du PSNUF et du PT4, et examine le mouvement, et les défis qui l'accompagnent, dans le sens d'une réaffirmation de l'importance des forêts sur la scène internationale et de leur contribution à la réalisation des ODD et du Programme 2030.

DÉCLARATION D'INTERDÉPENDANCE

Au cours de la discussion sur la préparation des contributions du FNUF à la session 2018 du FPHN, Thomas Gass, Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques et sociales (DAES), a déclaré que « le PSNUF et le PT4 sont des déclarations d'interdépendance ». Cela correspond, a-t-il indiqué, aux « premiers pas très concrets » pour faire du PSNUF, et donc des forêts, l'un des piliers du Programme 2030.

Depuis longtemps, les États membres appellent le FNUF: à « être le point d'ancrage » pour les forêts; à servir de plateforme destinée à l'échange d'information; à apporter une valeur ajoutée; et à diffuser les contributions expertes d'interface science-politique en matière de forêts dans l'ensemble du système des Nations Unies. Bien que les délégués du FNUF reconnaissent les interconnexions entre les forêts et de nombreux autres secteurs, les efforts déployés dans le passé pour affermir ce rôle d'ancrage ont généré de nombreux défis.

Le Programme 2030 a toutefois amené une opportunité unique que le FNUF a su saisir en réussissant l'élaboration et l'adoption d'un PSNUF et d'un PT4 « novateurs et ambitieux ». Les délégués reconnaissent désormais ces deux éléments comme les piliers du programme dédié aux forêts au sein du système des Nations Unies et au-delà. De fait, un délégué chevronné des forêts a déclaré qu'en incorporant des formulations provenant des ODD dans les six objectifs forestiers mondiaux, le PSNUF et le PT4 se sont assurés une meilleure visibilité. Ainsi, et avec le PT4 qui décrit en détail les actions pour les prochaines années, de nombreux participants étaient optimistes quant à la force du rôle émergent du Forum. Il est clair que le ton de cette semaine était sensiblement différent de la « crise existentielle » vécue à la FNUF 11; plusieurs commentaires ont été entendus concernant le fait que les délégués peuvent désormais dépasser leurs incertitudes et leurs « questions identitaires », et embrasser leur nouveau rôle « d'experts forestiers au sein des Nations Unies ».

Malgré l'optimisme soulevé par les progrès accomplis, la semaine a connu quelques accrocs inévitables lors d'une transition vers un nouveau format. La quantité de déclarations préparées a déclenché l'exaspération générale, car les délégués auraient sans doute pu saisir l'occasion pour solliciter des avis et échanger des idées au cours des tables rondes. Quelques observateurs ont suggéré qu'en saisissant l'occasion de communiquer pleinement les uns avec les autres ainsi qu'avec les intervenants des tables rondes, les participants au FNUF pourraient faire tenir à celui-ci le rôle de plateforme pour le dialogue, la cohérence politique et l'échange de connaissances. En particulier, un observateur vétérinaire a suggéré que cela donnerait davantage de raisons de considérer le FNUF comme « l'expert des forêts ».

Tout le monde a cependant admis que ces difficultés d'ajustement sont passagères et que ces sessions vont effectivement permettre de donner un nouveau souffle de vie et de confiance au FNUF.

AFFIRMATION D'INTERDÉPENDANCE

Le PSNUF représente le tout premier plan stratégique pour les forêts au niveau du système des Nations Unies, et une part importante de ce plan consiste à utiliser le prisme des ODD pour mettre en place un avenir durable d'ici 2030.

Compte tenu des sessions thématiques du FPHN et de la nature multifonctionnelle des forêts, il est impératif que le Forum atteigne son objectif visant à communiquer clairement le rôle vital des forêts dans la réalisation de nombreux ODD. Le fait que le FNUF se réunisse une fois par an plutôt que tous les deux ans a sans nul doute été salué comme une occasion d'émettre des messages plus clairs, de façon plus continue et déterminée à l'intention d'autres processus. L'émergence de messages plus clairs et la capacité de présenter des exemples positifs sur le rôle des forêts et de la gestion durable des forêts permettent de susciter à nouveau l'intérêt de la communauté internationale.

Malgré la disparition des dialogues multipartites (à la FNUF 11, beaucoup s'étaient montrés inquiets du fait que les dialogues multipartites étaient inappropriés pour engager les

Grands groupes et avaient estimé qu'il convenait de trouver d'autres moyens), les délégués ont été encouragés à admettre que les tables rondes ont su engager les Grands groupes, notamment certains dont l'absence avait été déplorée ces dernières années. La table ronde sur les MMCE, par exemple, comptait la présence de représentants du secteur privé et d'une organisation philanthropique majeure, la Fondation Ford. Bien que cela ait été perçu comme un pas dans la bonne direction, certains ont estimé que les futures sessions techniques vont devoir être améliorées en engageant d'autres secteurs compétents, comme l'agriculture commerciale, l'énergie et la réduction des risques de catastrophe.

La table ronde sur les MMCE a également contribué à démontrer clairement que le Réseau mondial de facilitation du financement forestier (RMFFF) prête déjà assistance aux pays en développement pour l'accès au financement, et s'ajoute à une augmentation notable du financement lié à la GDF dans le dernier cycle du FEM. Les intervenants des discussions sur les MMCE ont expliqué que la GDF requiert 150 milliards USD par an. Le Directeur du FNUF Sobral, dans son introduction à ce point de l'ordre du jour, a déclaré que le RMFFF a aidé huit pays à ce jour, et que de nombreux États membres ont demandé des éclaircissements quant au moment où ils pourront également obtenir de l'aide de la part du RMFFF. Gustavo Fonseca, du FEM, a souligné que 89% du financement issu de la FEM-6 a été affecté à des programmes d'incitation à la GDF.

Ceci a été perçu comme un signal positif et certains États membres ont suggéré que les augmentations soutenues du financement, toujours insuffisantes du point de vue de certains, pourraient aider à dissoudre les vieilles tensions familiales relatives aux moyens de mise en œuvre. En fait, les tensions sur les MMCE sont toujours potentiellement une barrière subtile à la cohérence et à la coordination, car elles absorbent une part importante du temps et de l'énergie des délégués, et consomment beaucoup de temps précieux qui pourrait être consacré à chercher un consensus sur d'autres points clés de l'ordre du jour.

Les discussions ont également reconnu l'immense travail accompli pendant la période intersessions, largement conduit par le PCF, qui avait lancé une initiative menée par les organisations et visant à réunir les indicateurs relatifs aux forêts qui existent dans d'autres processus internationaux dans un ensemble commun d'indicateurs mondiaux sur les forêts. Les délégués ont également reçu, avec beaucoup d'enthousiasme, un document de politique générale et un plan de travail du PCF, qui pointent vers un revirement prometteur en direction d'une plus grande coordination, d'une meilleure synchronisation des cycles d'établissement de rapports, et de la prévention des duplications. Certains ont suggéré que cela ne pourrait que bénéficier au FNUF dans le renforcement de sa mission et de sa communication sur le long terme.

GARANTIE D'INTERDÉPENDANCE

Les délégués qui ont suivi la période intersessions depuis la FNUF 11 se rappelleront des appels les invitant à avoir le « courage de penser autrement ». La négociation et l'adoption du PSNUF ont été la démonstration de ce courage, en grande partie imputable à la « déclaration d'interdépendance », et l'« impressionnante qualité » des intervenants de haut niveau lors des discussions d'ouverture a démontré que cela est en train de porter ses fruits. Toutefois, ce n'est pas encore un « fait accompli ». En concrétisant son rôle au sein du système des Nations Unies dans son entier, avec les points forts de celui-ci, le FNUF s'achemine vers une ère de l'interdépendance.

Pour embrasser pleinement cette nouvelle ère, le FNUF devra toutefois se montrer à la hauteur de ses ambitions et être efficace sur la mise en œuvre du PSNUF et de ses six objectifs forestiers mondiaux. Comme beaucoup l'ont fait remarquer, cela va demander un travail colossal, pour assurer: des liens forts et constants avec le Programme 2030 et les divers ODD pertinents; des processus de SER effectifs et coordonnés; des augmentations du financement relatif à la GDF; et une utilisation effective des années de sessions techniques pour partager les meilleures pratiques. Cela demandera également de favoriser l'expertise, la communication et la confiance afin de s'engager dans le rôle récemment affirmé du Forum. Beaucoup espèrent que le « nouveau FNUF » va s'employer à remplir son rôle avec une considération attentive et une aptitude permanente à l'anticipation, pour parvenir à la fois à défendre la cause des forêts au sein du système des Nations Unies et au-delà, et à placer assurément les forêts en première ligne de la mise en œuvre et de la réalisation des ODD et du Programme 2030.

RÉUNIONS À VENIR

Édition 2017 de la Journée internationale de la diversité biologique: L'édition 2017 de la Journée internationale de la diversité biologique sera célébrée sur le thème « Biodiversité et tourisme durable ». Le thème coïncide avec la désignation de l'année 2017 par l'AGNU comme Année internationale du tourisme durable pour le développement. La célébration de la JIDB sur ce thème vise à sensibiliser et à mobiliser au sujet de l'importante contribution que le tourisme durable peut apporter à la croissance économique et à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. **date:** 22 mai 2017 **lieu:** partout dans le monde **contact:** Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique **téléphone:** +1-514-288-2220 **fax:** +1-514-288-6588 **email:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/idb/2017/>

Édition 2017 de la Semaine mondiale des sols: L'édition 2017 de la Semaine mondiale des sols (SMS) aura pour thème « Stimuler la mise en œuvre des ODD par un examen des sols et des terres », avec pour but de contribuer au Forum politique de haut niveau (FPHN) 2017. Elle conduira un examen thématique pilote du sous-ensemble d'Objectifs de développement durable visé par le FPHN cette année, du point de vue des sols et des terres. **dates:** 22-24 mai 2017 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** Institut d'études avancées sur la durabilité (IASS) de Potsdam **téléphone:** +49-331-288223-00 **fax:** +49-331-288223-10 **email:** info@iass-potsdam.de **www:** <http://globalsoilweek.org>

52^e Réunion du Conseil du FEM: Lors de cette première réunion en 2017, le Conseil du FEM approuvera de nouveaux projets visant à générer des bénéfices environnementaux au niveau mondial dans les domaines d'intervention du FEM et donnera des orientations au Secrétariat et aux organismes d'exécution du FEM. **dates:** 23-25 mai 2017 **lieu:** Washington, États-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **fax:** +1-202-522-3240/3245 **email:** Secretariat@thegef.org **www:** <https://www.thegef.org/events/52nd-gef-council-meeting>

Journée mondiale de lutte contre la désertification: La Journée mondiale de lutte contre la désertification (JMLD) 2017 sera centrée sur les liens entre la dégradation des terres, les migrations et la sécurité. Placée sous le slogan « Nos terres. Notre foyer. Notre avenir », la JMLD 2017 se penchera sur la façon de renforcer la résilience des communautés locales dans les zones touchées par la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse, grâce à des investissements en faveur de la productivité des terres et de la sécurité alimentaire, et à la création

d'emplois au niveau local. **date:** 17 juin 2017 **lieu:** partout dans le monde **contact:** Secrétariat de la CLD **téléphone:** +49-228-815-2800 **fax:** +49-228-815-2898/99 **email:** secretariat@unccd.int **www:** <http://www2.unccd.int/our-land-our-home-our-future-wdcd-17-june-2017>

FPHN 5: La cinquième session du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, réuni sous l'égide de l'ECOSOC, se tiendra sur le thème « Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en plein changement ». La FPHN 5 conduira des examens détaillés de la mise en œuvre de cinq ODD: l'Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde; l'Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable; l'Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge; l'Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles; l'Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation; et l'Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. **dates:** 10-19 juillet 2017 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

Comités des animaux et des plantes de la CITES: La 29^e réunion du Comité des animaux de la CITES se déroulera du 18 au 21 juillet, et sera suivi d'une session conjointe avec le Comité des plantes de la CITES le 22 juillet. La 23^e réunion du Comité des plantes de la CITES se déroulera du 24 au 27 juillet. **dates:** 18-27 juillet 2017 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat de la CITES **téléphone:** +41-22-917-81-39/40 **fax:** +41-22-797-34-17 **email:** info@cites.org **www:** <https://cites.org/fra/news/calendar.php>

16^e Réunion du Fonds pour le carbone du FPCF: Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) convoquera la 16^e réunion du Fonds pour le carbone afin d'examiner les notes d'idées de programme pour la réduction des émissions (NIP-RE), de prendre des décisions concernant le financement et la gestion du portefeuille, et d'aborder les liens avec d'autres programmes de financement. **dates:** 19-22 juin 2017 **lieu:** Paris, France **www:** <http://www.forestcarbonpartnership.org/>

125^e Congrès anniversaire de l'IUFRO: L'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) tiendra son 125^e Congrès anniversaire pour célébrer ses réussites et établir un dialogue sur l'avenir de la foresterie et de la recherche forestière. Le Congrès anniversaire constituera une plateforme pour l'échange de connaissances scientifiques et pour un dialogue entre les divers thèmes et les multiples disciplines scientifiques en matière de forêts. Les discussions seront axées sur des thèmes mondialement urgents comme la façon d'améliorer la contribution que la recherche forestière doit apporter pour l'atténuation des changements climatiques, la conservation de la biodiversité, l'approvisionnement en eau, la création de revenus et d'emplois, et l'amélioration de la qualité de vie. D'autres questions seront également abordées, telles que la façon dont les changements et les perturbations sociales et technologiques sont susceptibles d'influer à l'avenir sur les forêts et les populations. **dates:** 18-22 septembre 2017 **lieu:** Fribourg, Allemagne **contact:** Konstantin von Teuffel **téléphone:** +49-761-69699-29 **email:** iufro2017@forst.bwl.de **www:** <http://iufro2017.com/>

29^e Session de la Commission des forêts pour l'Amérique du Nord: La Commission des forêts pour l'Amérique du Nord est l'une des six commissions régionales des forêts mises en place par la FAO pour offrir aux pays un forum politique et technique dans lequel aborder les questions forestières au niveau régional. **dates:** 18-22 septembre 2017 **lieu:** Edmonton, Canada **contact:** Peter Csoka, FAO **email:** peter.csoka@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/31920/fr/>

30^e Session de la Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CFALC 30): La CFALC est l'une des six commissions régionales des forêts mises en place par la FAO pour offrir aux pays un forum politique et technique dans lequel aborder les questions forestières au niveau régional. **dates:** 25-29 septembre 2017 **lieu:** Tegucigalpa, Honduras **contact:** Jorge Meza Robayo, Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes **email:** Jorge.Meza@fao.org **téléphone:** +56-2-22923-2181 **fax:** +56-2-22923 2101 **www:** <http://www.fao.org/forestry/31106/fr/>

Session conjointe de la 39^e Commission européenne des forêts et du 74^e Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CENUE: Cette session conjointe entre la FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe offrira aux pays un forum politique et technique dans lequel aborder les questions forestières au niveau régional. **dates:** 9-13 octobre 2017 **lieu:** Varsovie, Pologne **contact:** Ekrem Yazici, FAO **email:** ekrem.yazici@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/efc/72568/fr/>

27^e Session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique: La Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique est l'une des six commissions régionales des forêts mises en place par la FAO pour offrir aux pays un forum politique et technique dans lequel aborder les questions forestières au niveau régional. **dates:** 23-27 octobre 2017 **lieu:** Sri Lanka **contact:** Patrick Durst, FAO **email:** patrick.durst@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/82939/fr/>

21^e Session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique: La Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique est l'une des six commissions régionales des forêts mises en place par la FAO pour offrir aux pays un forum politique et technique dans lequel aborder les questions forestières au niveau régional. **dates:** novembre 2017 (à confirmer) **lieu:** (à confirmer) **contact:** Magnus Grylle, FAO **email:** magnus.grylle@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/afwc/31908/fr/>

ITTC 53: La prochaine session du Conseil international des bois tropicaux (ITTC) et les sessions associées des quatre comités se dérouleront au Pérou. **dates:** 27 novembre - 2 décembre 2017 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat de l'OIBT **email:** itto@itto.int **téléphone:** +81-45-223-1110 **fax:** +81-45-223-1111 **www:** <http://www.itto.int/fr/>

53^e Réunion du Conseil du FEM: Lors de sa deuxième réunion de 2017, le Conseil du FEM approuvera de nouveaux projets visant à produire des bénéfices environnementaux au niveau mondial dans les domaines d'intervention du FEM et à donner des orientations au Secrétariat et aux organismes d'exécution du FEM. **dates:** 4-7 décembre 2017 **lieu:** Washington, États-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **fax:** +1-202-522-3240/3245 **www:** <https://www.thegef.org/council-meetings>

ANUE 3: La troisième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement se tiendra du 4 au 6 décembre 2017, le segment de haut niveau ayant lieu les 5 et 6 décembre, et le

Comité à participation non limitée des représentants permanents ayant lieu entre le 29 novembre et le 1^{er} décembre. **dates:** 29 novembre - 6 décembre 2017 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna-Celis, Secrétaire des organes directeurs **email:** unep.sgb@unep.org **www:** <http://web.unep.org/3rd-meeting-un-environment-assembly-unea-3>

23^e Session de la Commission des forêts et des parcours pour le Proche-Orient: La Commission des forêts et des parcours pour le Proche-Orient est l'une des six commissions régionales des forêts mises en place par la FAO pour offrir aux pays un forum politique et technique dans lequel aborder les questions forestières au niveau régional. **dates:** 11-15 décembre 2017 **lieu:** Beyrouth, Liban **contact:** Abdel Hamied Hamid, FAO **email:** abdulhamied@hotmail.com **www:** <http://www.fao.org/forestry/65542/fr/>

FNUF 13: La treizième session du Forum des Nations Unies sur les forêts se penchera sur la mise en œuvre du plan stratégique et du PT4, ainsi que sur les MME pour la GDF. **dates:** 7-11 mai 2018 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **fax:** +1-917-367-3186 **email:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/>

Pour consulter d'autres réunions, voir <http://sdg.iisd.org/>

GLOSSAIRE

| | |
|--------|--|
| AGNU | Assemblée générale des Nations Unies |
| AIF | Arrangement international sur les forêts |
| APD | Aide publique au développement |
| CENUE | Commission économique des Nations Unies pour l'Europe |
| ECOSOC | Conseil économique et social des Nations Unies |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FNUF | Forum des Nations Unies sur les forêts |
| FPHN | Forum politique de haut niveau sur le développement durable |
| GDF | Gestion durable des forêts |
| GSE | Groupe spécial d'experts |
| IUFRO | Union internationale des instituts de recherches forestières |
| MMCE | Moyens de mise en œuvre |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| PCF | Partenariat de collaboration sur les forêts |
| PSNUF | Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) |
| PT4 | Programme de travail quadriennal |
| REDD+ | Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, conservation des stocks de carbone forestier existant, gestion durable des forêts et augmentation des stocks de carbone forestier |
| RMFFF | Réseau mondial de facilitation du financement forestier |
| SER | Suivi, évaluation et rapports |